



EUROPE, PUISSANCE
DE VALEURS
DÉCRYPTAGE
AVRIL 2019
#OPINIONS PUBLIQUES
#ESPAGNE

LE CLIMAT POLITIQUE ESPAGNOL À L'APPROCHE DES SCRUTINS

Les Espagnols sont de nouveau appelés aux urnes. Les scrutins nationaux et européens, qui vont se succéder à un mois d'intervalle, surviennent dans un pays plongé dans une période d'instabilité politique depuis les élections générales de décembre 2015, qui ont mis fin au bipartisme qui régnait jusqu'alors. À ce titre, l'Espagne a pu apparaître comme précurseur des crises politiques qui, avec des degrés d'intensité divers, n'ont épargné aucun des pays les plus peuplés d'Europe occidentale : Royaume-Uni, Allemagne, Italie et France. Depuis ce scrutin de 2015, l'économie espagnole a retrouvé quelques couleurs, le chômage s'y est atténué. Mais le pays a été secoué par une crise d'une autre nature, consécutive au référendum du 1er octobre 2017 organisé par le gouvernement de Catalogne, fragilisant Mariano Rajoy jusqu'à favoriser sa chute. Le gouvernement de Pedro Sanchez qui lui a succédé ne disposant pas d'une majorité stable, les électeurs espagnols sont invités aux urnes le 28 avril, avant de revoter un mois plus tard pour les européennes. Celles-ci trouvent des Espagnols qui ont été échaudés par la crise financière de 2008 et la crise de l'euro mais qui retrouvent progressivement de leur eurofaveur longtemps acquise. Ces deux scrutins, qui pourraient être l'occasion d'une première percée nationale d'une extrême droite jusque-là absente en Espagne, pèseront non seulement sur l'avenir du pays mais sur celui de l'Europe.





LE DÉDALE POLITIQUE ESPAGNOL À L'APPROCHE DES SCRUTINS CLIMAT SOCIAL ET CONTEXTE ÉLECTORAL

■ VICTOR SOBRINO

Directeur, Kantar Spain

■ MAXIME BORG

Chargé d'études, Kantar France

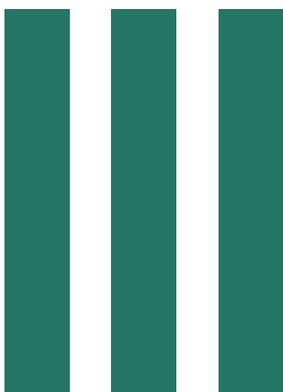
1. L'économie se remet doucement, le moral revient plus franchement

Depuis la récession qui a commencé à frapper l'Espagne en 2008, le pays semble avoir renoué avec la croissance économique. En effet, L'Espagne a connu depuis 2015 l'un des taux de croissance les plus élevés de la zone euro (3,2%), retrouvant ainsi son niveau de PIB d'avant la crise. Cependant, bien que le chômage ait considérablement diminué ces dernières années, il demeure toujours à un niveau élevé (14,1 % en janvier 2019), en particulier pour les jeunes puisque 34,1% des jeunes de moins de 25 ans sont au chômage. Par ailleurs, l'endettement public important (98% du PIB en novembre 2018) de l'État espagnol, ainsi que le contexte d'incertitude politique, ont récemment poussé le FMI à anticiper un nouveau ralentissement de l'économie ibérique en 2019 et 2020 (respectivement 2,2% et 1,9% de taux de croissance).

Les Espagnols eux-mêmes jugent sévèrement la situation sociale de leur pays. En effet, selon les données de l'Eurobaromètre de la Commission européenne réalisé en novembre 2018, 75% de ces derniers estiment que celle-ci est, en général, mauvaise. Lorsque la même question est posée à l'ensemble des citoyens Européens, seuls 48% d'entre eux adoptent la même opinion, soit 27 points de moins que les Espagnols. Les opinions de ces derniers se révèlent encore plus sévères lorsqu'il leur est demandé d'apprécier la situation économique de leur pays. En effet, 80% d'entre eux l'estiment mauvaise alors

que moins de la moitié des citoyens de l'Union européenne (48%) adoptent le même point de vue sur l'état de leur économie nationale. Mais c'est certainement le chômage qui est perçu comme l'enjeu le plus préoccupant pour la population hispanique. 52% d'entre eux le considèrent comme une priorité, en le désignant comme l'un des principaux problèmes du pays, soit 29 points de plus que la moyenne européenne. 86% de la population ibérique pense que la situation de l'emploi dans leur pays est mauvaise, faisant de l'opinion publique de ce pays l'une des plus pessimistes de l'UE sur cette question, juste après la Grèce. Ils sont même 31% à la juger « très mauvaise », soit plus du double de la moyenne des citoyens de l'UE. Les jeunes espagnols âgés de 15-24 ans se révèlent, sans surprise, particulièrement pessimiste : 75% jugent que la situation de l'Espagne est mauvaise, soit 36 points de plus que la moyenne des jeunes européens.

Confrontés à cette difficile conjoncture économique, les Espagnols expriment donc une attitude très pessimiste quant à l'état de leur société. Cependant, lorsqu'il est question des perspectives d'avenir pour leur vie personnelle et pour celles de leur pays, les Espagnols se révèlent bien plus optimistes. En effet, lorsqu'on les questionne sur leur situation professionnelle, ils sont 60% à la juger bonne, un chiffre alors égal à celui du reste des Européens. Près d'un tiers de la population espagnole (29%) anticipe même que sa vie en général sera meilleure dans les douze prochains mois. L'optimisme des Espagnols est également comparable à la moyenne européenne lorsqu'il est question de





l'avenir. Près d'un quart des Espagnols (24%) considèrent que la situation économique de leur pays sera meilleure dans un an, soit trois points de plus que la moyenne européenne. Ce bon niveau de confiance en l'avenir est même partagé par les 15-24 ans à propos de leur avenir professionnel, 46% des jeunes espagnols estimant qu'il sera meilleur dans les douze prochains mois (soit cinq points de plus que la moyenne des jeunes européens), ainsi que la conjoncture de l'économie, 42% anticipant qu'elle sera meilleure dans un an (soit un point de plus que la moyenne des jeunes européens).

2. La représentation politique toujours en crise

La vie politique espagnole est entachée d'une forte méfiance des citoyens vis-à-vis de leurs institutions politiques. À titre d'exemple, plus des trois quarts des Espagnols déclarent ne pas avoir confiance en leur Gouvernement, soit 17 points de plus que la moyenne des 28 États membres de l'UE. Les partis politiques souffrent également d'une crise de légitimité similaire : seuls 8% des Espagnols déclarent avoir confiance en eux, un niveau particulièrement faible, y compris par comparaison avec la moyenne européenne, pourtant peu glorieuse (18%). Le Parlement national n'est lui non plus pas épargné par ce climat de défiance, comme en témoigne le fait que près de quatre Espagnols sur cinq (79%) affirment ne pas avoir confiance en cette institution, soit 21 points de plus que la moyenne des 28 États membres de l'UE.

Cette méfiance des Espagnols vis-à-vis de leurs institutions politiques était en voie de résorption, avec amélioration continue des indicateurs depuis 2013, mais cette amélioration a été stoppée au moment de la crise institutionnelle catalane, et les événements qui se sont succédés à partir de l'automne 2017. L'invocation de l'article 155 de la Constitution espagnole (une première en Espagne depuis 40 ans et le retour de la démocratie), par le Président du Gouvernement, Mariano Rajoy, se traduit par

une prise de contrôle partiel par l'État de la Communauté autonome de Catalogne. Cela faisait suite à la convocation d'un référendum par le Parlement catalan, le 1^{er} octobre 2017, dont le résultat approuvait à 90% l'indépendance de cette région, avec un taux de participation de 42,4%. Le référendum ayant été jugé illégal par le Tribunal constitutionnel espagnol, l'activation de l'article 155 de la Constitution par le chef du Gouvernement a été alors suivie d'une destitution du Président de Catalogne, Carles Puigdemont, de tout son gouvernement, de la dissolution du Parlement de Catalogne ainsi que de la convocation d'élections le 21 décembre 2017. Les dirigeants responsables du référendum et de la proclamation d'indépendance ont alors été traduits devant la justice espagnole pour « rébellion, sédition, détournement de fonds publics et désobéissance à l'autorité », tandis que le président destitué Carles Puigdemont se réfugiait en Belgique. Finalement, le 21 décembre 2017 les partis indépendantistes obtiennent une nouvelle majorité absolue au Parlement de Catalogne. Quant au procès des douze dirigeants indépendantistes catalans, il se tient depuis le 12 février 2019. Il occupe une place centrale dans le débat public du pays, une partie de l'opinion publique le considérant comme un « procès politique ».

Depuis, le sentiment d'attachement national des Catalans n'a cessé de diminuer au point qu'aujourd'hui, moins de la moitié de ceux-ci se sentent très ou assez attachés à l'Espagne (46%) alors que dans le reste du pays, ce point de vue est massivement partagé (92%) selon les données de l'Eurobaromètre Standard du printemps 2018. Par ailleurs, la crise catalane de la fin de l'année 2017 a considérablement accentué la délégitimation des institutions politiques nationales dans la région. En témoigne le fait que seuls 30% des Catalans expriment de la satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie nationale¹.

¹. Les tensions infranationales au sein des états membres : un nouveau défi pour l'Europe. 5 points de vue d'experts Kantar de Catalogne, Écosse, Italie du nord (Lombardie et Vénétie) et Flandre. avril 2018



3. Les grands enjeux de la campagne : l'Espagne face à ses fractures historiques

La vie politique ibérique est en ébullition avec l'organisation de quatre échéances électorales en moins d'un mois. Le 28 avril, les Espagnols décideront de la composition du Parlement national. Ensuite, le 26 mai, trois scrutins seront organisés. D'une part, les Espagnols devront se rendre aux urnes pour élire leurs nouveaux représentants au Parlement européen. D'autre part, les élections municipales se tiendront également le même jour dans tout le pays. Enfin, les représentants de la plupart des communautés autonomes (13 sur 17) seront également élus par les citoyens des régions concernées. Les rapports de forces seront certainement bouleversés par le nouveau paysage politique qui émergera à l'issue de ces différents scrutins.

Quels enjeux seront au centre des débats de campagne ? Pour le comprendre, un rappel du contexte politique espagnol s'avère nécessaire. Depuis la destitution, le 1^{er} juin 2018, du Président du gouvernement issu des rangs du PPE, Mariano Rajoy, à la suite d'une motion de censure parlementaire facilitée par sa chute de popularité à la suite de sa gestion de la crise catalane et surtout par les liens de son parti avec quelques sérieuses affaires de corruption, l'Espagne est dirigée par Pedro Sánchez, leader du PSOE, désigné sans l'organisation d'élections générales anticipées. Durant ses neuf mois au pouvoir, cet économiste a positionné ses choix à la gauche de l'échiquier politique en, par exemple, accueillant le bateau de sauvetage de migrants *Aquarius*, en augmentant le salaire minimum de 22%, en réindexant les retraites sur l'inflation, en ouvrant le système de santé publique aux sans-papiers ou encore, en augmentant le salaire des fonctionnaires. Cependant, Pedro Sánchez disposait d'une majorité trop incertaine, le PSOE ne disposant lui-même que de 84 députés sur les 350 de la chambre basse du Parlement espagnol, et devant s'appuyer sur des alliances fragiles. Le vote de la loi budgétaire annuelle aura finalement raison de son gouvernement,

les partis indépendantistes catalans ERC et PDeCAT, qui l'avaient jusqu'ici soutenu, ont refusé de lui renouveler son soutien après que le chef du gouvernement a refusé d'affirmer publiquement son soutien au droit à l'autodétermination. S'en est alors suivi la convocation d'élections générales anticipées pour le 28 avril prochain.

Trois thèmes semblent alors se dégager de la campagne. Tout d'abord, la question catalane est évidemment au centre du jeu politique. Les principales forces politiques du pays sont profondément divisées entre celles qui affichent leur soutien (ou du moins ne s'opposent pas) au gouvernement indépendantiste catalan (le PSOE et Podemos) et celles qui réclament une nouvelle application de l'article 155 de la Constitution (le PP, Ciudadanos et Vox). Ces derniers ayant adopté une ligne radicale sur cette question, ils ont provoqué une radicalisation de la ligne politique des deux plus importants partis indépendantistes. En effet, Carles Puigdemont a repris le contrôle, depuis la Belgique, du PDeCat et a écarté des listes pour les futures élections les pragmatistes de son parti qui avaient rendu possible l'investiture de Pedro Sánchez. Certains d'entre eux ont notamment été remplacés par des personnes actuellement en attente de leur jugement devant la Cour Suprême, depuis février, accusés de rébellion, sédition, malversation sur des fonds publics, ou désobéissance, en raison de leur implication dans l'organisation du référendum en Catalogne du 1^{er} octobre 2017. Par ce choix, Carlos Puigdemont peut favoriser un retour de la droite dure à Madrid, facteur de galvanisation des mouvements indépendantistes catalans. L'autre parti indépendantiste présent au Parlement national, la Gauche Républicaine de Catalogne (ERC), a également opté pour une ligne de confrontation avec Madrid en nommant également Oriol Junqueras tête de liste, soit un autre des accusés au procès mentionné plus haut, actuellement en détention provisoire.

Une autre question occupe également une place importante dans la campagne pour les élections législatives : la dépouille de l'ancien dictateur Francisco Franco, qui



se situe actuellement à 50 kilomètres de Madrid, au Valle de los Caidos. C'est l'actuel Président du Gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, qui a placé cette question au cœur du débat public. En effet, estimant en juillet 2018 que « l'Espagne ne peut pas se permettre un monument en hommage à un dictateur », il avait promis que l'exhumation de Franco serait menée dans un « très bref délai ». Or, à ce jour, l'initiative peine à se réaliser mais, d'un point de vue stratégique, elle permet aux socialistes d'occuper un espace plus important à gauche, jusque-là occupé par Podemos. Ce positionnement sur la question de la dépouille de l'ancien dictateur constitue également une opportunité pour le PSOE de situer le parti libéral Ciudadanos dans le bloc de droite, avec le Parti populaire (PP) et la jeune formation d'extrême droite Vox. Comme le PP, Ciudadanos s'était abstenu lors du vote au Parlement portant sur l'exhumation de Franco au motif qu'elle n'était « pas urgente ». Les socialistes espèrent alors récupérer les électeurs de la formation libérale déçus par son rapprochement avec la droite, avec laquelle il gouverne depuis janvier 2019 en coalition en Andalousie, grâce notamment au soutien de Vox.

Enfin, les questions économiques et sociales devraient aussi occuper une place importante dans les débats de la campagne pour les élections générales. À ce propos, le PSOE fait valoir sa tentative avortée de faire voter ce qui a été qualifié comme « le budget le plus social de l'Histoire », selon Irene Montero, la porte-parole de Podemos. Les mesures prévues visaient notamment à augmenter de 60% les aides aux personnes dépendantes, le financement de la santé et de l'éducation publiques, les bourses et les investissements, la gratuité des médicaments pour les retraités en difficulté, l'augmentation du congé paternité, les taxes Google, ou encore la taxe sur les transactions financières. Podemos a alors tout intérêt à insister sur ces thématiques afin de se positionner à la fois comme un futur allié du PSOE et comme utile à l'ancrage à gauche de l'alliance ainsi constituée. En effet, mal à l'aise sur le terrain catalan, du fait de sa position en faveur d'un référendum d'autodétermination en Catalogne, ce parti

se trouve désormais handicapé dans les sondages dans le reste de l'Espagne. Par conséquent, cette formation de gauche tente logiquement de ramener le débat sur les questions sociales.

4 . L'état des forces politiques : un jeu ouvert dans un paysage en recomposition.

Le PSOE se positionne à la première place dans les sondages en obtenant 28-29% des intentions de vote, bénéficiant ainsi d'une importante avance vis-à-vis de son concurrent direct, le PP qui, quant à lui, n'est crédité que d'environ 20% des intentions de vote. Souffrant d'une captation de son électorat le plus à droite par le parti d'extrême droite Vox (10-11%), le jeune nouveau leader du PP, Pablo Casado, a choisi d'adopter une ligne clairement conservatrice pour reconquérir cet électorat. Ses déclarations sur la défense des valeurs traditionnelles, telles que la famille et la nation, ainsi que la polémique relative à la proposition permettant de retarder l'expulsion des migrantes enceintes qui donneraient leur bébé en adoption, positionnent son parti plus à la droite de l'échiquier politique que du temps de son prédécesseur, Mariano Rajoy.

Néanmoins, la coalition jusqu'ici annoncée entre le PP, Vox et Ciudadanos apparaît moins certaine qu'auparavant. En effet, les déclarations de Santiago Abascal, le chef de file de la formation d'extrême droite, sur la nécessité de « faciliter la vente d'armes à feu » au lendemain de la tuerie de Christchurch, ont conduit les leaders du PP et de Ciudadanos à prendre leur distance avec Vox. La question catalane devrait cependant continuer de rapprocher ces deux partis de droite avec la formation d'extrême droite, celle-ci incarnant un nationalisme décomplexé prônant une recentralisation complète du Royaume.

Quant à Ciudadanos, ce parti de centre droit tente d'enrayer sa chute dans les sondages. En effet, il y a encore un an, le parti occupait



la première place des sondages avec 26-27% des intentions de vote, devançant donc le Parti Populaire. Aujourd'hui, le parti est crédité de seulement 16-17%. Son leader, Albert Rivera, a alors choisi d'adopter un discours plus clivant, comme en témoigne son appel à manifester pour la défense de l'unité de l'Espagne aux côtés de Vox et du PP le 10 février dernier. Ce positionnement bouscule son électorat centriste, jusqu'ici séduit par le pragmatisme de ses propositions et sa capacité à sceller des accords aussi bien avec le PP que le PSOE, rejetant ainsi les étiquettes droite-gauche. Afin de doper sa candidature, Ciudadanos a finalement joué son atout maître : la députée au Parlement régional de Catalogne, Inés Arrimadas, qui incarne l'opposition aux indépendantistes catalans, a annoncé qu'elle serait candidate au Parlement espagnol.

À gauche, malgré sa première place dans les sondages, le PSOE ne semble pas en mesure de former un gouvernement face à la coalition tripartite de droite qui se dessine. En effet, Albert Rivera, Président de Ciudadanos, a déclaré qu'en aucun cas il n'accepterait de gouverner avec Pedro Sánchez, n'écartant tout de même pas un accord avec un autre dirigeant du parti socialiste. Or, le chef du Gouvernement espagnol apparaît, pour le moment, comme le leader incontestable de son parti, réduisant donc les chances de voir une coalition entre ces formations de centre gauche et de centre droit.

Enfin, Podemos ne semble pas en mesure de pouvoir prétendre former une coalition de

gauche avec le PSOE en raison des faibles intentions de vote qu'il rassemble (12-13%). La crise interne que le parti traverse depuis plusieurs mois a atteint son paroxysme avec la démission d'un de ses cofondateurs, Iñigo Errejón, le 17 janvier dernier. Cet ex candidat à la présidence de la région de Madrid, sous les couleurs de la formation de gauche radicale, a choisi de rejoindre la plateforme politique de la Maire de la capitale, reprochant à Podemos de refuser un rassemblement de l'ensemble des forces de gauche. Cependant, la tendance de nombreux de ces anciens électeurs à se tourner vers l'abstention demeure le principal problème électoral de Podemos. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène. Tout d'abord, des décisions stratégiques peuvent être invoquées, comme celle de ne pas entrer dans des gouvernements de coalition dans les régions où Podemos soutient les socialistes ou de ne pas avoir soutenu en 2016 la première tentative d'investiture du socialiste Pedro Sánchez. Par ailleurs, des erreurs personnelles des dirigeants peuvent également expliquer l'abstentionnisme d'une partie de l'ancien électorat de Podemos. À titre d'exemple, la décision de Pablo Iglesias et de sa compagne Irene Montero de soumettre au vote des militants leur décision d'acheter un luxueux pavillon ou encore, le contrôle trop vertical qu'ils exercent sur le parti, sont souvent invoqués par les sympathisants du mouvement. Enfin, le virage à gauche du PSOE peut aussi expliquer l'érosion de l'électorat de ce parti.

Tableau ■ Quelques chiffres comparatifs sur l'Espagne et l'UE (Eurobaromètres)

	ESPAGNE	UE 28
Comment jugez-vous la situation actuelle de l'économie ?		
Bonne	18%	49%
Mauvaise	80%	48%
Comment jugez-vous la situation actuelle de l'emploi dans votre pays ?		
Bonne	13%	45%
Mauvaise	86%	51%
Comment jugez-vous votre situation professionnelle actuelle ?		
Bonne	60%	60%
Mauvaise	27%	20%
Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne votre vie en général ?		
Meilleurs	29%	29%
Moins bons	7%	11%
Sans changement	61%	58%
Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne la situation économique en (NOTRE PAYS) ?		
Meilleurs	24%	21%
Moins bons	19%	27%
Sans changement	53%	47%
Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans le Gouvernement ?		
Plutôt confiance	19%	35%
Plutôt pas confiance	76%	59%
Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans les partis politiques ?		
Plutôt confiance	8%	18%
Plutôt pas confiance	88%	77%
Avez-vous plutôt confiance ou plutôt pas confiance dans le Parlement ?		
Plutôt confiance	15%	35%
Plutôt pas confiance	79%	58%



LES ESPAGNOLS ET L'EUROPE : UNE EUROPHILIE PARFOIS FRUSTRÉE

■ DANIEL DEBOMY

Chercheur associé à
l'Institut Jacques Delors,
directeur d'OPTEM

Moins d'un mois après le scrutin des législatives analysé plus haut, les Espagnols sont de nouveau appelés aux urnes pour, cette fois, les élections européennes du 26 mai. Celles-ci trouvent une opinion publique espagnole de nouveau globalement favorable à l'Union européenne, comme déjà récemment analysée par l'Institut Jacques Delors¹, à partir des données issues des enquêtes régulières de la Commission européenne, complétées sur certains points par celles auxquelles fait procéder le Parlement européen et éclairées par les apports d'études qualitatives réalisées depuis trois décennies².

1. LE BIEN-FONDÉ DE L'APPARTENANCE À L'UE : CONFIRMATION D'UN REGAIN TRÈS NET DE JUGEMENTS FAVORABLES APRÈS LA CRISE

Les évolutions en la matière peuvent être suivies par deux indicateurs mesurés dans les enquêtes précitées, dont nous pouvons retracer les évolutions depuis l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne en 1986.

L'indicateur d'appartenance mesure la proportion des citoyens qui considèrent le fait pour leur pays de faire partie de l'UE comme une bonne chose (ou comme une mauvaise

chose, ou comme une chose ni bonne ni mauvaise). Au printemps 1986, cet indicateur se situait pour l'Espagne à un niveau proche

du niveau européen moyen d'alors : 62% d'opinions favorables, contre 4% (34% n'ayant pas d'avis tranché ou ne répondant pas).

De là, il a évolué généralement dans le même sens, vers le haut ou vers le bas, que l'indicateur européen moyen, mais avec des fluctuations de plus grande amplitude. Entre l'époque de l'adhésion et l'émergence de la crise financière de 2008, on a assisté d'abord à une forte progression jusqu'au printemps de 1991 (78% contre 3%), puis à une chute amenant à un étiage au printemps

1. « L'opinion publique espagnole et l'UE : une eurofaveur retrouvée », Décryptage, Debomy, 18 juin 2018.

2. Études qualitatives réalisées par OPTEM et ses partenaires du réseau European Qualitative Network, principalement pour la Commission et d'autres institutions communautaires.



1995 (à 44%, contre 22% – en-dessous de la moyenne européenne), avant une remontée (souvent au-dessus de cette moyenne) vers une pointe à 73% (contre 10%) au printemps 2007. Ensuite s'est produit avec la crise un nouvel affaissement très marqué (jusqu'à seulement 47% d'opinions favorables, contre 24%, au printemps 2013).

Mais **dans la période la plus récente** on a assisté à **un très net rétablissement** . 62% des Espagnols jugeaient **l'appartenance de leur pays** à l'UE **comme une bonne chose** à l'automne 2017 ; et au cours de l'année écoulée ce score a continué à progresser : 68% six mois plus tard, et **72%** (contre 6%) à la fin de 2018 – dix points de plus que la moyenne de l'UE.

L'indicateur de bénéfice (analysé ici depuis 1989) se rapporte au fait de penser (ou non) que le pays a bénéficié de son appartenance. Il est passé en Espagne comme dans l'UE par un pic au printemps 1991 (58%, score proche de la moyenne, ayant un jugement positif, contre 25%, et 17% de non-réponses), avant une chute jusqu'au printemps 1995 où 28% seulement en reconnaissaient le bénéfice (pendant trois ans, jusqu'à l'automne de cette année-là, les avis favorables ont été moins nombreux que les avis inverses). Le regain de l'indicateur espagnol a été ensuite, jusqu'à la crise, beaucoup plus net que la moyenne européenne : au printemps 2007 prévalaient 75% d'avis favorables (contre 14%), comparés à 59% dans l'UE. Puis, la baisse de cet indicateur a été sensiblement plus marquée et plus durable que dans la moyenne : rechute de 25 points par rapport au sommet d'avant crise.

Depuis ce creux, la **remontée** a été plus hachée mais **plus forte pour l'Espagne que pour l'ensemble de l'UE** . À l'automne 2017, **les avis positifs** étaient de 70% ; **en 2018** ils sont montés à **75%** (contre 19% à l'automne) – sept points au-dessus de la moyenne. On peut noter aussi qu'à la fin de 2018 **seuls 19% des Espagnols estiment que leur pays serait mieux armé pour l'avenir s'il était en dehors de l'UE** , alors que **71% réfutent une telle idée** (résultat proche de celui d'un an plus tôt, 21% contre 73%).

2. LES RESSORTS DES ATTITUDES ESPAGNOLES : UNE EUROPHILIE PARFOIS FRUSTRÉE

Les Espagnols sont entrés dans la Communauté (avant l'UE) alors que le projet delorien de relance de l'Europe était accueilli avec faveur dans les différents États-membres. Pour eux, l'adhésion symbolisait en outre la reconnaissance de leur pays comme une grande nation et comme un pays développé et démocratique après la fin de l'ère franquiste, d'où un engouement fortement croissant dans les premières années.

L'affaissement de cette disposition favorable à partir de 1992 a été concomitante d'un fléchissement sur le plan économique. Le pays, après avoir été mis en pleine lumière avec les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville de 1992, s'est alors brutalement réveillé d'un rêve de rattrapage rapide des États-membres plus anciens. L'éclatement de la Yougoslavie, auquel les Espagnols semblent avoir été particulièrement sensibles, a réactivé en outre des craintes de fractures et de violences tout en mettant en lumière les limites et les failles de l'UE – alors qu'ils restaient attachés à la perspective d'une Europe ambitieuse.

Le début des années 2000 a vu se produire chez eux un regain d'optimisme : progrès économique et avancées sociales reconnus, y compris dans les catégories moyennes et modestes de la population, démocratie consolidée, influence plus grande du pays au plan international en étaient des facteurs importants. En même temps demeuraient le désir d'une Union européenne fusionnelle, culturelle et historique autant qu'économique et politique, et un fort sentiment d'européanité ; les contacts et les voyages rendus davantage possibles par une plus grande aisance matérielle permettaient de vivre cela plus concrètement.

L'idée d'un décalage entre cet idéal et une réalité moins rose, et le constat de l'écart restant avec les pays plus avancés restaient



présents, ainsi que des interrogations sur l'impact de certaines mesures communautaires (sur l'agriculture ou la pêche notamment) ; mais globalement les effets positifs de l'appartenance étaient largement reconnus. Au cours de cette période, l'entrée en vigueur de l'euro, symbole fort de l'unification européenne, s'est faite en Espagne sans grandes difficultés, dissipant les quelques craintes qui étaient apparues dans les années précédentes dans les milieux modestes.

Dans la deuxième partie de la décennie 2000 il semble que les clivages se soient accentués au sein de la société espagnole entre niveaux sociaux, les avantages clairement reconnus dans les couches supérieures restant plus abstraits pour les moins aisés. Dans l'ensemble, la conscience des progrès réalisés avec l'adhésion à l'UE était toutefois assez générale.

Après le début de la crise et l'éclatement de la bulle immobilière en 2008, le moral des Espagnols s'est considérablement dégradé. La conscience de bénéfices de l'appartenance à l'UE n'a pas disparu (apport des fonds communautaires, libre circulation dans tous ses aspects, euro...) mais ceux-ci sont passés au second plan, derrière l'affaiblissement de l'économie et la montée considérable du chômage. Celle d'un écart resté important – voire à nouveau croissant – entre le Nord et le Sud de l'UE s'est avivée ; plus encore la perspective d'une mise sous tutelle du pays a alors suscité amertume, scepticisme, voire sentiment d'abandon.

L'amélioration de la situation économique des dernières années a manifestement contribué au net redressement des attitudes relatives à l'UE que l'on constate dans les enquêtes par sondage. **Les Espagnols restent aujourd'hui fondamentalement europhiles et désireux d'unification européenne plus profonde.**

Sans doute l'amplitude particulièrement grande des fluctuations de l'opinion des Espagnols depuis l'adhésion est elle liée à la force même des attentes : montée plus marquée qu'ailleurs quand l'UE leur apparaît en phase avec ces attentes, affaiblissement plus net quand elle s'en écarte à leurs yeux.

3. UNE ATTENTE DE PLUS D'EUROPE

La propension des Espagnols à en appeler à une Europe plus unie se retrouve dans les réponses à plusieurs questions posées dans les enquêtes quantitatives.

À l'automne 2018, dans une question sur **la vitesse souhaitable de l'intégration européenne les Espagnols sont 51% à choisir les réponses correspondant aux rythmes les plus soutenus** (deux points de plus qu'un an plus tôt) – **proportion nettement plus élevée que celle des Européens dans leur ensemble** (36%).

76% (contre 14%) déclarent souhaiter qu'on prenne davantage de décisions au niveau de l'UE ; ce pourcentage, malgré un fléchissement de quelques points depuis un an, est supérieur de vingt points à la moyenne européenne, nettement moins euroardente (56% contre 34%).

Interrogés plus précisément sur neuf domaines de politique ils se déclarent **favorables à des politiques communes** sur chaque sujet à des majorités très larges.

Dans chacun de ces domaines (l'UEM et l'euro, une politique étrangère commune, l'élargissement à d'autres pays dans les années à venir, une politique commune de sécurité et de défense, la politique commerciale commune, une politique européenne en matière de migration, une politique énergétique commune, un marché digital unique, la libre circulation) **les scores espagnols de réponses favorables** sont (parfois très nettement) **supérieurs aux scores européens moyens**. Et ils se disent en outre **plus optimistes que la moyenne quant au futur de l'UE : à 63%** (contre 30%) – à comparer à 58% (contre 37%).

4. MAIS UNE CONFIANCE QUI RESTE À RÉTABLIR

Au plan européen d'ensemble, la confiance dans l'UE, qui était nettement majoritaire avant l'émergence de la crise (57%, contre

32%, au printemps 2007), mais avait ensuite fortement chuté (jusqu'à peu au-dessus de 30% en 2012 et 2013), ne s'est rétablie que partiellement : 42% des citoyens expriment leur confiance à la fin de 2018, score inférieur aux 48% qui ne le font pas.

En Espagne, **le degré de confiance** dans l'UE initialement plus grand (65%, contre 23% avant la crise) **s'était effondré** encore davantage en descendant aux alentours de 20% en 2012 et 2013, et même à 16% au printemps 2014. Depuis lors, il s'est redressé en partie, le nombre des confiants approchant celui des non-confiants à la fin de 2017 (44%, contre 47%). **Mais la confiance s'est à nouveau dégradée depuis un an et reste minoritaire : 38%, contre 54% à l'automne 2018.**

L'impression que les choses vont actuellement dans **la bonne direction** dans l'UE est partagée seulement par **une minorité de 31% des Espagnols, contre 53%** (le score européen général étant de 26%, contre 51%).

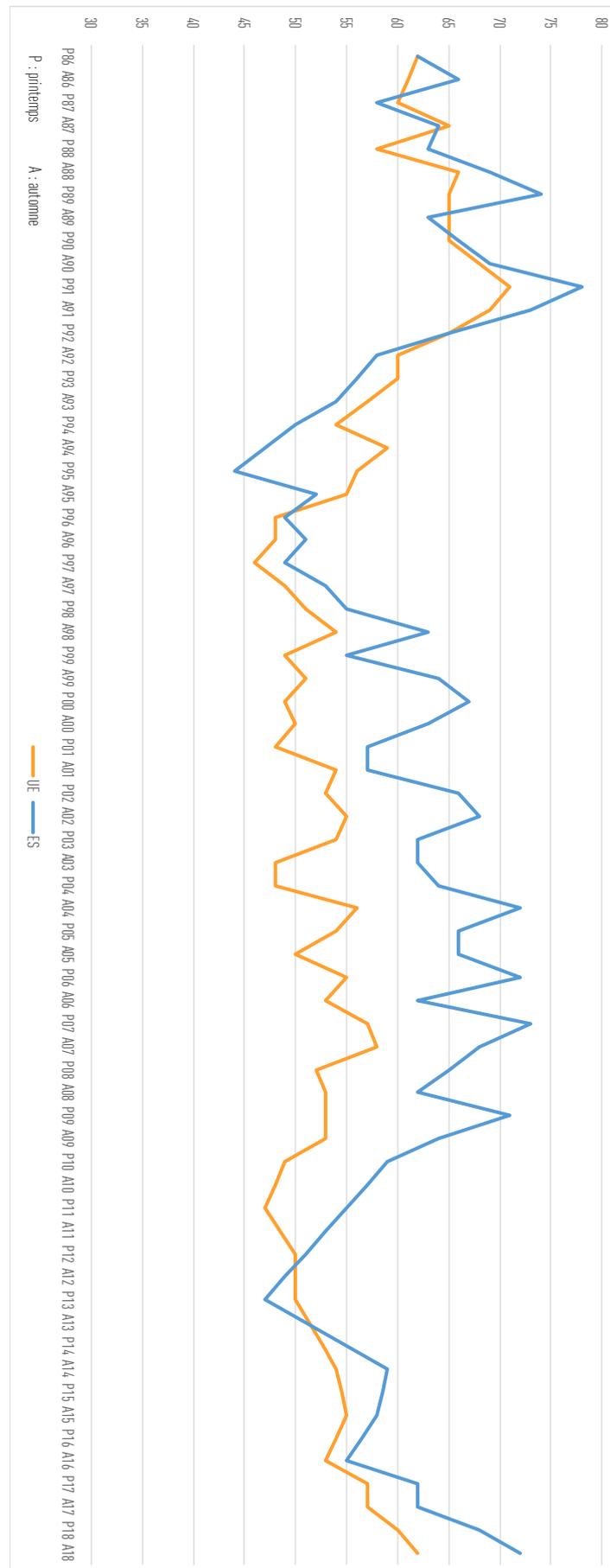
Quant à l'image de l'UE, elle est plus positive que négative, à une majorité seulement relative toutefois (43%, contre 13%).

CONCLUSION

Depuis l'adhésion de l'Espagne les attitudes des citoyens à l'égard de l'UE y ont beaucoup fluctué. La crise économique et ses corollaires, sources de beaucoup d'insatisfaction et d'amertume, avaient entraîné un très fort repli des opinions exprimées en faveur de l'UE, en occultant une europhilie de fond largement répandue. **Les Espagnols, qui reconnaissent à nouveau pleinement le bien-fondé de l'appartenance à l'Union, se montrent particulièrement désireux de voir l'UE s'unir et se renforcer. Comme bien d'autres Européens, ils continuent toutefois à réserver leur confiance et à exprimer leurs doutes sur les orientations actuelles.**

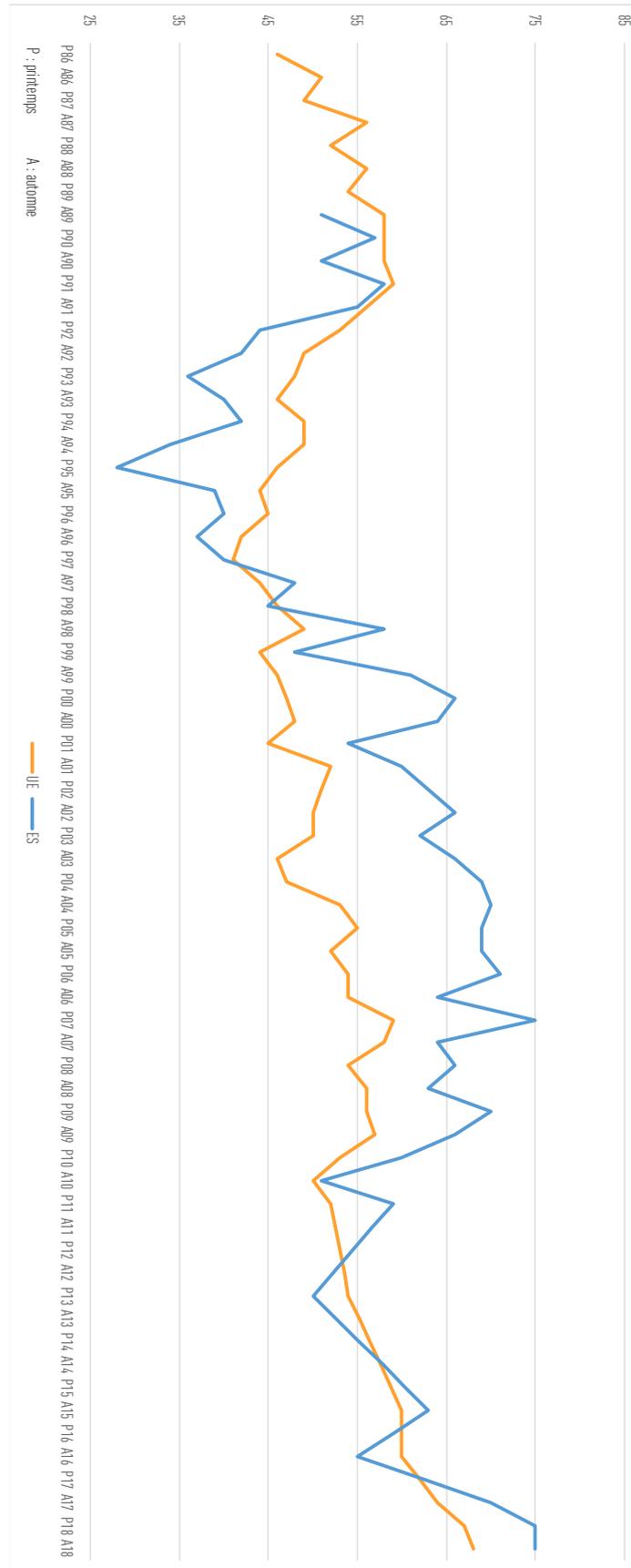


GRAPHIQUE 1 ■ Citoyens considérant l'appartenance à l'UE comme une bonne chose





GRAPHIQUE 2 ■ Citoyens considérant que leur pays a bénéficié de l'appartenance



■ Créé au sein de Kantar Public, société internationale d'étude et de recherche, le Centre Kantar sur le Futur de l'Europe a pour ambition de nourrir le débat public sur les enjeux européens, en s'appuyant notamment sur les experts nationaux de Kantar Public, leur connaissance de l'opinion publique, des mouvements politiques, tendances socioéconomiques et phénomènes migratoires au sein de l'Union européenne et chacun des pays qui la composent.

Directeur de la publication : Sébastien Maillard ■ La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source ■ Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) ■ L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution ■ Version originale ■ © Institut Jacques Delors